



Assemblée générale

Distr. générale
29 octobre 2024
Français
Original : anglais/espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-huitième session
Genève, 20-31 janvier 2025

Résumé des communications des parties prenantes concernant l'État plurinational de Bolivie*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel et des textes issus de l'Examen précédent¹. Il réunit 31 communications de parties prenantes² à l'Examen, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents. Une section distincte est consacrée aux renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme, accréditée et reconnue comme pleinement conforme aux Principes de Paris.

II. Renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme, accréditée et reconnue comme pleinement conforme aux Principes de Paris

2. Le Bureau du Défenseur du peuple de l'État plurinational de Bolivie a recommandé à l'État de ratifier la Convention interaméricaine contre toutes les formes de discrimination et d'intolérance et la Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance³.

3. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de mettre la définition pénale de la torture en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et d'interdire, dans le cadre de manifestations sociales, l'intervention de policiers masqués ne portant ni uniforme ni matricule visible. Il lui a également recommandé d'appliquer les principes de diligence, d'objectivité et d'impartialité aux procédures pénales liées aux violations des droits de l'homme commises en 2019, en particulier les massacres de Senkata et de Sacaba, et d'accorder une réparation intégrale aux victimes⁴.

4. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État d'adopter une politique pénitentiaire assortie de mesures relatives à l'infrastructure et à l'accès aux services de base et aux services de santé, entre autres. Il lui a également recommandé de faire baisser le nombre de décès en détention et de limiter le recours à la détention provisoire⁵.

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



5. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de favoriser l'indépendance, la transparence et le pluralisme juridique du pouvoir judiciaire et d'élaborer une politique nationale de protection des défenseurs des droits de l'homme⁶.

6. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de mettre la législation sur la traite des êtres humains et le trafic de migrants en conformité avec les normes internationales ; de veiller à ce que les compagnies de transport vérifient les documents d'identité des mineurs ; de renforcer les refuges pour les victimes ; et de renforcer le Service de lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains de la police bolivienne⁷.

7. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de renforcer le système de santé unifié en mettant à sa disposition de plus en plus de ressources financières, d'infrastructures, de matériel et de personnel compétent. Il lui a également recommandé d'adopter une loi sur les droits sexuels et procréatifs et de promouvoir l'application de l'arrêt n° 206/2014 de la Cour constitutionnelle plurinationale sur l'avortement légal⁸.

8. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de renforcer l'application de la loi générale visant à garantir aux femmes une vie sans violence (loi n° 348) et de la loi sur le harcèlement et la violence à l'égard des femmes en politique (loi n° 243)⁹.

9. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de fixer l'âge légal du mariage à 18 ans et d'ériger en infraction les mariages, les unions et les grossesses précoces forcés. Il lui a également recommandé d'adopter une politique globale visant à éliminer le travail et l'exploitation des enfants¹⁰.

10. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de mettre en place, dans le cadre du programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, un plan multisectoriel assorti de politiques relatives à l'accès des Afro-Boliviens à l'éducation et à l'emploi¹¹.

11. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État d'abroger toutes les lois contraires à la Convention relative aux droits des personnes handicapées ; de garantir l'accès aux médicaments et aux services de réadaptation ; et de veiller à la mise en place d'une éducation inclusive et à l'application de la loi relative à l'insertion professionnelle des personnes handicapées (loi n° 977)¹².

12. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de mettre fin à toute forme de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ; d'améliorer l'accès à la santé, à l'enseignement, à l'emploi, au logement et à la justice des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers, intersexes ou se reconnaissant dans d'autres orientations sexuelles ou identités de genre (LGBTQI+) ; et de garantir leur droit de fonder une famille¹³.

13. Le Bureau du Défenseur du peuple a recommandé à l'État de contrôler les activités d'exploration et d'exploitation de ressources naturelles, en particulier dans le secteur minier ; de garantir le droit des peuples autochtones à la consultation libre, préalable et éclairée ; et de mobiliser des équipes médicales pluridisciplinaires mobiles dédiées à la prise en charge des populations autochtones touchées par la pollution par le mercure¹⁴.

III. Renseignements reçus d'autres parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

14. Trois auteurs de communications ont souligné que l'État plurinational de Bolivie avait ratifié les principaux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme¹⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont indiqué que l'État avait ratifié l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú)¹⁶.

15. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont déclaré que l'État avait présenté des rapports aux mécanismes internationaux des droits de l'homme des Nations Unies, mais n'avait pas soumis de rapports de suivi à titre volontaire dans le cadre de l'Examen périodique universel¹⁷. L'organisation Conscience and Peace Tax International (CPTI-IFOR) a constaté que l'État n'avait pas encore présenté son rapport initial au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés¹⁸.

16. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont indiqué qu'il n'avait pas été fait mention d'une consultation nationale organisée par l'État en vue d'élaborer le rapport national au titre de l'Examen périodique universel¹⁹.

B. Cadre national des droits de l'homme

Cadre institutionnel et mesures de politique générale

17. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont constaté que depuis que la Politique plurinationale des droits de l'homme (2015-2020) était arrivée à son terme, aucune nouvelle politique à ce sujet n'avait été prévue²⁰. Trois auteurs de communications ont recommandé à l'État d'adopter un nouveau plan national relatif aux droits de l'homme, assorti d'un budget suffisant ainsi que de mécanismes de suivi de son exécution²¹.

18. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont constaté que la loi n° 1397 de 2021 portait désignation du Bureau du Défenseur du peuple comme mécanisme national de prévention de la torture, mais que cet organe ne disposait pas de l'autonomie financière et fonctionnelle nécessaire²².

19. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont indiqué que le portail Web du Système plurinational de suivi, de contrôle et de statistique concernant les recommandations relatives aux droits de l'homme (SIPLUS) présentait des informations sommaires et partielles²³. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État d'actualiser ce système et de fournir à la Commission chargée de présenter les rapports de l'État sur les droits de l'homme et les disparitions forcées les ressources nécessaires à son fonctionnement²⁴.

C. Promotion et protection des droits de l'homme

1. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

Égalité et non-discrimination

20. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont constaté que l'application de la loi de 2010 contre le racisme et toutes les formes de discrimination (loi n° 045) restait limitée, en particulier dans les zones rurales, en raison du retard pris dans le développement institutionnel des comités départementaux, du manque de moyens et du traitement peu efficace des plaintes²⁵.

21. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État d'adopter une stratégie globale visant à éliminer les stéréotypes discriminatoires liés au genre²⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 ont mis en évidence la discrimination historique à l'égard des femmes autochtones du pays, qui subissaient des oppressions croisées en raison de leur sexe, de leur appartenance ethnique et de leur classe sociale²⁷.

22. The Carter Center a pris note des progrès considérables accomplis par l'État en matière d'inclusion des personnes LGBTQI, mais a déclaré que celles-ci continuaient d'être discriminées²⁸. Cinq auteurs de communications ont recommandé à l'État d'adopter une loi sanctionnant expressément les crimes de haine homophobes et transphobes²⁹.

Droit à la vie, droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture

23. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont indiqué que la Constitution bolivienne fournissait un cadre de protection important contre la torture, mais que le droit pénal, et en particulier la définition de l'infraction de torture, n'était pas conforme à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants³⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont recommandé l'adoption du projet de loi relatif à la prévention, à l'instruction, à la sanction et à la réparation des actes de torture, présenté à l'Assemblée parlementaire en 2023³¹.

24. La Human Rights Foundation a signalé que les manifestations de grande ampleur qui avaient suivi l'accession de la deuxième Vice-Présidente du Sénat à la présidence par intérim en 2019 avaient été violemment réprimées par les forces armées et la police, en particulier à Sacaba et à Senkata, faisant de nombreux morts et blessés. Elle a souligné que, malgré l'inculpation de plusieurs chefs militaires, aucun fonctionnaire de haut rang n'avait fait l'objet de poursuites dans le cadre de ces procédures³².

25. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont indiqué qu'au cours des cinq dernières années, 129 cas de torture et de traitements cruels avaient été présentés au ministère public, mais qu'aucune décision de condamnation n'avait été rendue. Ils ont donc recommandé à l'État de favoriser la formation des juges et des procureurs aux enquêtes sur ces infractions³³.

26. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont souligné que la surpopulation et les conditions précaires des centres de détention favorisaient la corruption, car des personnes détenues étaient obligées de payer pour bénéficier d'espaces vivables³⁴. Ils ont recommandé à l'État d'investir dans des infrastructures adaptées et des ateliers de réinsertion sociale ainsi que d'accorder une mise en liberté aux personnes détenues pour des infractions non violentes, aux personnes malades et aux personnes âgées³⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de ne prononcer la détention provisoire que dans des cas exceptionnels³⁶.

27. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État d'accéder aux demandes d'information et de visite des lieux de détention déposées par le mécanisme de prévention de la torture³⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont recommandé à l'État d'enquêter rapidement et en toute impartialité sur l'ensemble des décès en détention³⁸.

Administration de la justice, impunité et primauté du droit

28. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a souligné que la population bolivienne nourrissait une profonde méfiance à l'égard de l'appareil judiciaire, en particulier du système pénal, perçu comme un outil au service du parti ou du mouvement politique au pouvoir³⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont indiqué que les hauts magistrats étaient élus par vote populaire direct après sélection des candidats par l'Assemblée législative plurinationale, conférant à ce processus une dimension éminemment politique⁴⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 et la Human Rights Foundation ont indiqué que les élections judiciaires qui devaient se tenir en 2023 avaient été repoussées au mépris de la Constitution par la Cour constitutionnelle plurinationale et qu'elles n'avaient été relancées qu'en février 2024⁴¹.

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont indiqué qu'un démantèlement de la profession judiciaire avait été entrepris et ont souligné le faible budget alloué au fonctionnement de l'appareil judiciaire. Ils ont également mis en exergue l'affaiblissement du ministère public et fait observer que 80 % des procureurs n'étaient pas titulaires⁴². Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de veiller à l'indépendance du système judiciaire, notamment en lui allouant un budget suffisant et en organisant rapidement l'élection des autorités judiciaires, qui seraient choisies en fonction du mérite⁴³. Des recommandations similaires figuraient dans trois autres communications⁴⁴.

30. La CIDH a constaté l'absence de mesures efficaces visant à légitimer la juridiction autochtone originaire paysanne⁴⁵.

31. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 ont donné acte de l'adoption de protocoles de prise en charge des personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre ou une expression de genre différentes, mais considéraient que les institutions du système judiciaire devaient mieux connaître les droits de ces personnes⁴⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé à l'État de renforcer les services de prise en charge des personnes LGBTQI victimes de violence⁴⁷.

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de diffuser le rapport de la Commission de la vérité sur les graves violations des droits de l'homme commises pendant la dictature et de suivre l'application des recommandations formulées⁴⁸.

Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

33. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont souligné que des lois qui permettaient à l'État d'exercer un contrôle sur les organisations de la société civile subsistaient ; ils ont donc recommandé à l'État plurinational de Bolivie de les abroger⁴⁹. L'Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social a indiqué qu'en 2023, 61 cas d'atteintes à la liberté d'association avaient été signalés⁵⁰.

34. La Human Rights Foundation a noté que les partis au pouvoir restreignaient fréquemment la liberté de réunion, d'association et d'expression en qualifiant des manifestations pacifiques d'actes illégaux ou séditeux. Elle a ajouté que plusieurs méthodes étaient utilisées pour réduire au silence les critiques et les médias indépendants, notamment le harcèlement ; les déclarations diffamatoires émanant de fonctionnaires du régime ; et les violences policières et militaires contre les manifestants pacifiques⁵¹.

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont constaté une augmentation notable du nombre d'attaques visant des défenseurs des droits de l'homme, en particulier dans les zones concentrant des activités extractives⁵². Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont appelé l'attention sur les menaces, la criminalisation et les actes de violence dont faisaient l'objet les communautés qui défendaient l'environnement dans l'Ayllu Acre Antequera⁵³. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État d'élaborer une politique publique prévoyant des mécanismes de protection de l'intégrité des défenseurs des droits de l'homme, en particulier ceux qui défendaient le territoire, l'environnement, l'égalité des sexes et la diversité sexuelle⁵⁴. Trois auteurs de communications ont recommandé à l'État d'enquêter sur les menaces et les actes de violence visant des défenseurs des droits de l'homme⁵⁵.

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont constaté que les relations se tendaient entre le Gouvernement et l'Église catholique chaque fois que celle-ci s'interrogeait sur des questions telles que l'insécurité juridique, la persécution politique et la corruption, et ont signalé que des poursuites pénales avaient été engagées contre des membres visibles de l'Église, dont les droits de la défense n'avaient pas été respectés⁵⁶.

37. The Carter Center a indiqué qu'entre 2019 et 2020, l'Association nationale de la presse bolivienne avait signalé plus de 50 cas d'agressions, de menaces et d'intimidations visant des professionnels des médias, ainsi que des attaques contre leurs locaux. Il a recommandé à l'État de mieux protéger les médias et les journalistes et de régler l'attribution de la publicité institutionnelle selon des critères objectifs et publics, compte tenu du fait que les gouvernements successifs faisaient pression par le contrôle des budgets publicitaires⁵⁷.

38. Les auteurs des communications conjointes n° 9 et n° 11 ont recommandé à l'État d'adopter une loi sur l'accès à l'information publique conforme aux normes relatives aux droits de l'homme et de mettre en place une autorité indépendante chargée de superviser son application⁵⁸.

39. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont recommandé à l'État de garantir l'autonomie et l'indépendance du Tribunal électoral suprême⁵⁹. The Carter Center a souligné qu'au cours de la période préélectorale, des utilisateurs de réseaux sociaux avaient diffusé des informations fausses ou trompeuses sur les candidats et les opérations électorales. Il a donc recommandé au Tribunal électoral suprême de s'entendre avec ces réseaux sociaux sur la surveillance des contenus et le signalement de toute activité suspecte⁶⁰. Les auteurs de la

communication conjointe n° 9 ont mis en garde contre les initiatives réglementaires qui limiteraient la liberté d'expression sous prétexte de lutter contre la désinformation⁶¹.

40. Les auteurs des communications conjointes n° 6 et n° 9 ont constaté que la polarisation sociale avait atteint un niveau critique le 26 juin 2024, lorsqu'une tentative de coup d'État avait été menée par une partie des forces armées, mettant en lumière la fragilité institutionnelle de l'État⁶².

41. The Carter Center a noté que la loi sur le harcèlement et la violence à l'égard des femmes en politique (loi n° 243) n'avait pas permis d'enrayer la tendance à la hausse de ce phénomène⁶³. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État de veiller à ce que les plaintes pour harcèlement et violence politique à l'égard des femmes fassent l'objet d'une enquête et que les responsables de ces actes soient sanctionnés⁶⁴. Les auteurs des communications conjointes n° 3 et n° 13 ont recommandé à l'État de veiller à ce que les personnes transgenres puissent voter⁶⁵.

42. L'organisation CPTI-IFOR a déclaré que les personnes exemptées de service militaire obligatoire devaient payer une « taxe militaire » pour recevoir leur livret militaire, un document essentiel permettant d'accéder à l'enseignement supérieur, de travailler dans le secteur public, de s'inscrire sur les listes électorales et de voyager à l'étranger, et a recommandé à l'État de délivrer gratuitement ce document⁶⁶. Deux auteurs de communications ont fait remarquer que l'État n'avait pas adopté de loi visant à introduire le droit à l'objection de conscience⁶⁷. L'organisation Connection a recommandé à l'État d'envisager de mettre en place un service civil de remplacement⁶⁸.

Droit au respect de la vie privée

43. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont indiqué que la législation bolivienne sur la protection des données personnelles était dispersée et fragmentée et ont recommandé à l'État d'instaurer un cadre réglementaire sur la protection de la vie privée et des données personnelles conforme avec les normes internationales relatives à la liberté d'expression et à l'accès à l'information⁶⁹.

Droit au mariage et à la vie de famille

44. Quatre auteurs de communications ont indiqué que l'État plurinational de Bolivie autorisait les couples de personnes de même sexe à enregistrer leur union de fait, mais pas à contracter mariage⁷⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont signalé que les personnes transgenres n'étaient pas autorisées à établir une union civile⁷¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de garantir le droit au mariage pour tous des partenaires de même sexe ainsi que l'exercice de l'ensemble des droits découlant du mariage et des unions de fait⁷². Les auteurs des communications conjointes n° 8 et n° 13 ont recommandé à l'État de veiller à ce que les personnes transgenres aient pleinement accès à l'enregistrement des unions libres, au mariage et à la reconnaissance des enfants nés de ces unions⁷³.

45. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État de promouvoir le partage égal des responsabilités familiales et domestiques entre les femmes et les hommes, de renforcer l'offre de structures de garde d'enfants, de mettre en place des modalités de travail flexibles et d'élaborer une politique nationale relative aux activités de soin à autrui⁷⁴.

Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes

46. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont souligné l'adoption de la politique plurinationale de lutte contre la traite, le trafic des êtres humains et les infractions connexes (2021-2025) ainsi que la signature d'accords bilatéraux avec les pays voisins visant à prévenir la traite et le trafic des êtres humains⁷⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État d'évaluer la mise en application de cette politique plurinationale et d'élaborer un nouveau plan multisectoriel d'identification et de prise en charge des victimes, assorti d'un budget⁷⁶.

47. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé à l'État d'assurer le bon fonctionnement des conseils départementaux de lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants, de mener des campagnes de sensibilisation et de mettre en place un système d'alerte précoce⁷⁷.

48. Le Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (ECLJ) a noté que dans le pays, seuls 10 % des cas de traite des êtres humains dépassaient les premiers stades de la procédure d'enquête et a exhorté l'État à mener des enquêtes approfondies sur ces affaires et à traduire les responsables en justice ; à engager des poursuites contre les policiers qui se rendaient complices de tels actes ; et à proposer des services d'aide aux victimes⁷⁸. L'organisation Broken Chalk a recommandé à l'État de prévoir des dispositions plus strictes concernant l'incrimination de la traite des enfants⁷⁹.

Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué que, bien que les données publiques montrent une réduction du chômage, de nombreuses personnes continuaient à exercer des activités informelles et à occuper des emplois de piètre qualité⁸⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont indiqué que les effets de la pandémie et de la crise mondiale avaient particulièrement touché les femmes travaillant dans le secteur informel⁸¹.

50. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de prendre des mesures pour réduire le nombre de travailleurs dans le secteur informel ; de garantir l'accès à un travail décent, en particulier aux femmes et aux jeunes qui avaient pâti de la pandémie ; et de reconnaître à sa juste valeur le travail de soin à autrui, qui incombait traditionnellement aux femmes⁸². Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État d'adopter l'avant-projet de loi sur l'égalité d'accès aux emplois et l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes dans le secteur de la construction, présenté en 2024⁸³.

51. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont fait observer que la Banque de développement productif avait lancé le programme « Mujer BDP », qui aidait les femmes du pays à créer leur entreprise⁸⁴.

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé à l'État d'appliquer des politiques visant à éliminer les stéréotypes au travail et à instaurer des conditions de travail décentes pour les personnes LGBTQI+⁸⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État de promouvoir l'emploi des femmes handicapées⁸⁶.

Droit à un niveau de vie suffisant

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont indiqué que, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la pauvreté dans le pays avait augmenté de 6,4 points de pourcentage en raison de la crise et de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et touchait désormais 37,5 % de la population⁸⁷. La CIDH a indiqué que l'État bolivien restait confronté à des difficultés majeures en matière de cohésion sociale⁸⁸.

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État d'évaluer la mise en application du Plan « Vida » pour l'élimination de l'extrême pauvreté et de mesurer la pauvreté multidimensionnelle à l'aune des indicateurs du Plan de développement économique et social (2021-2025)⁸⁹.

55. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de réglementer les expulsions et les saisies de terres, notamment au moyen de lois relatives aux droits fonciers sur les parcelles domaniales, les zones vertes, les réserves et les terres communautaires autochtones⁹⁰.

Droit à la santé

56. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont mis en exergue le déploiement du système de santé unifié, qui garantissait l'accès universel et gratuit aux services de santé à l'ensemble des personnes non couvertes par la sécurité sociale à court terme⁹¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de développer l'accès universel

aux services de santé gratuits en fournissant des ressources financières, du personnel compétent, des infrastructures et du matériel⁹².

57. L'organisation Just Atonement Inc. a souligné la vulnérabilité accrue aux maladies transmises par les moustiques dans les régions de haute altitude du pays ainsi que d'autres risques pour la santé exacerbés par les changements climatiques⁹³. Les auteurs des communications conjointes n° 17 et n° 18 ont mis en évidence le taux élevé de mercure sanguin chez les hommes et les femmes autochtones, en particulier dans les territoires concernés par l'exploitation aurifère⁹⁴.

58. Trois auteurs de communications ont constaté que, malgré la reconnaissance constitutionnelle des droits sexuels et procréatifs, le pays ne disposait pas d'une loi-cadre étayant l'élaboration de politiques dans ce domaine, et ont recommandé l'adoption d'une loi générale sur ces droits⁹⁵.

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué que, malgré leur recul entre 2018 et 2023, les grossesses à l'adolescence continuaient à mettre en danger la vie de filles et d'adolescentes du pays⁹⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé à l'État de mettre en place un nouveau plan plurinational pour la prévention des grossesses à l'adolescence ; ainsi que de former le personnel des centres de prise en charge différenciée des adolescents et des jeunes, de lui garantir un emploi stable et de lui fournir suffisamment de ressources⁹⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont souligné que les grossesses chez les filles et les adolescentes résultaient dans la plupart des cas d'un viol⁹⁸.

60. Deux auteurs de communications ont souligné que l'État bolivien affichait l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés d'Amérique latine⁹⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État de faire une priorité de la mise en application de la stratégie de réduction de la mortalité maternelle du Ministère de la santé, en mettant l'accent sur les droits sexuels et procréatifs ainsi que sur la santé globale et interculturelle¹⁰⁰.

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont noté que l'avortement était érigé en infraction dans le pays, sauf lorsque la vie ou la santé de la femme enceinte étaient en danger ou que la grossesse résultait d'un viol, d'un inceste ou d'une atteinte sexuelle sur mineur¹⁰¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont souligné que les femmes, les filles, les adolescentes et les personnes susceptibles de tomber enceintes qui demandaient un avortement légal étaient revictimisées, méprisées et maltraitées¹⁰². Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État de dépénaliser l'avortement en toutes circonstances ; de veiller à ce que les établissements de santé disposent d'un personnel médical polyvalent qui ne fasse pas valoir sa clause de conscience ; et de faire en sorte que les femmes, les filles et les adolescentes puissent donner leur consentement éclairé, en garantissant la confidentialité de leurs données et de leurs décisions¹⁰³. L'ECLJ a défendu la législation bolivienne sur l'avortement¹⁰⁴.

62. Les auteurs des communications conjointes n° 13 et n° 3 ont souligné que les personnes LGBTQI+ avaient des difficultés à bénéficier d'une prise en charge adaptée dans les établissements de santé et ont indiqué que le Référentiel de prise en charge globale des personnes LGBTQI+ dans les établissements de santé (2022) ne contenait ni parcours de soin ni données techniques sur lesquels le personnel médical pourrait s'appuyer¹⁰⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont recommandé la prise en charge par le système de santé unifié, les caisses de santé et les assurances privées de l'hormonothérapie et des interventions chirurgicales prescrites dans le cadre d'une transition de genre¹⁰⁶.

63. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé à l'État plurinational de Bolivie d'élaborer des politiques publiques de santé mentale et de prévention du suicide adressées à la population LGBTQI+¹⁰⁷.

Droit à l'éducation

64. L'organisation Broken Chalk s'est félicitée des progrès considérables réalisés par l'État plurinational de Bolivie dans le secteur de l'éducation. Elle a constaté que l'enseignement à distance déployé depuis la pandémie de COVID-19 avait élargi l'accès à

l'éducation, en particulier dans les zones rurales, mais que des obstacles persistaient. Elle a recommandé à l'État de mettre en place un système complet d'enseignement à distance et d'investir dans l'infrastructure informatique nécessaire¹⁰⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État d'appliquer des politiques visant à améliorer la qualité de l'enseignement et d'élaborer des programmes d'études interculturels et multilingues¹⁰⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont recommandé à l'État de promouvoir les partenariats avec les organisations de la société civile afin de veiller à la scolarisation des enfants et des adolescents qui travaillaient¹¹⁰.

65. Alliance Defending Freedom a critiqué le programme obligatoire d'éducation complète à la sexualité lancé en 2024¹¹¹. Les auteurs des communications conjointes n° 5 et n° 14 ont recommandé à l'État de mettre progressivement en place une éducation complète à la sexualité à tous les niveaux d'enseignement et de proposer une formation continue aux enseignants et au personnel administratif¹¹².

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de mettre un terme à la ségrégation dont les personnes handicapées faisaient l'objet dans le système éducatif ; de rendre les établissements d'enseignement accessibles ; et d'évaluer l'application du Guide sur la bienveillance envers les personnes handicapées¹¹³.

67. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont demandé instamment à l'État d'intégrer aux programmes d'études un volet sur la prévention des violences faites aux enfants et aux adolescents¹¹⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont souligné qu'aucune véritable politique d'inclusion de la population LGBTQI+ n'avait été mise en application dans le pays¹¹⁵.

68. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont recommandé à l'État d'abroger les lois interdisant aux établissements confessionnels de former des enseignants¹¹⁶.

Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme

69. L'organisation Just Atonement Inc. a noté que, dans l'État plurinational de Bolivie, la combinaison de la déforestation, des phénomènes météorologiques plus graves et plus fréquents, de la fonte des glaciers et du réchauffement climatique avait eu de nombreuses conséquences néfastes, notamment des maladies, des pénuries d'eau, des difficultés socioéconomiques pour les populations concernées et des déplacements forcés vers les centres urbains. Elle a recommandé à l'État de prendre des mesures spéciales visant à protéger les communautés autochtones et à garantir leur participation aux initiatives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets¹¹⁷.

70. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 ont indiqué que les incendies de forêt et la déforestation avaient fortement dégradé la qualité de l'air, contaminé les sources d'eau et affecté l'accès des populations concernées à l'alimentation¹¹⁸. L'organisation Ríos de Pie a souligné que la déforestation massive résultait de réglementations mises en place par les pouvoirs publics pour inciter à repousser la frontière agricole¹¹⁹. L'organisation Just Atonement Inc. s'inquiétait du fait que le pays prévoyait de convertir 30 000 kilomètres carrés supplémentaires en terres arables et de doubler le cheptel bovin d'ici à 2025¹²⁰.

71. La CIDH a signalé que l'État n'assurait aucun contrôle sur les activités extractives et a exhorté celui-ci à mettre en place des mécanismes efficaces de suivi et de surveillance des projets d'exploitation présentant des risques pour la santé et l'environnement¹²¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 ont recommandé à l'État d'abroger les lois, telles que la loi sur les mines et la métallurgie (loi n° 535), qui promouvaient les activités extractives dans les zones protégées et les territoires autochtones¹²².

72. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont indiqué qu'en Bolivie, l'importation et la vente de mercure, principalement à des fins d'extraction d'or, ne faisaient l'objet d'aucune restriction et avaient connu une croissance sans commune mesure ces dernières années. Ils ont fait observer que, depuis la signature de la Convention de Minamata, l'État plurinational de Bolivie avait adopté des plans d'action visant à réduire l'impact sur l'environnement et les risques sociaux liés à l'exploitation aurifère, dont l'application n'avait cependant pas concrètement progressé¹²³. Les auteurs des communications conjointes n° 18

et n° 19 ont recommandé à l'État de réduire et, si possible, d'éliminer l'utilisation de mercure dans l'extraction minière artisanale d'or¹²⁴.

2. Droits de certains groupes ou personnes

Femmes

73. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont noté que, malgré les grands progrès réalisés d'un point de vue législatif, la réalisation des droits des femmes du pays se heurtait encore à d'importantes difficultés¹²⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à l'État de mettre en place un nouveau plan national pour l'égalité des chances (2025-2030) ; de renforcer le Service plurinational pour les femmes et l'élimination du patriarcat et toutes les entités compétentes en matière d'égalité des sexes ; et d'envisager la création d'un ministère de la femme¹²⁶.

74. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué que la loi générale visant à garantir aux femmes une vie sans violence (loi n° 348) n'était pas pleinement appliquée et ont recommandé à l'État de fournir une assistance appropriée sur l'ensemble du territoire national ; de former les fonctionnaires au protocole de prise en charge et de leur assurer une stabilité professionnelle ; d'instruire les plaintes rapidement et en toute impartialité et de sanctionner les auteurs de violence ; et d'accorder réparation intégrale aux victimes¹²⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont recommandé à l'État d'instaurer des dispositifs de protection physique et psychologique des femmes victimes de violences¹²⁸.

75. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont indiqué que différents projets de loi avaient été présentés au sujet de la lutte contre la violence en ligne, mais qu'aucun d'entre eux n'abordait cette problématique dans son ensemble¹²⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont recommandé à l'État de mettre en place des moyens de contrôler la diffusion dans les médias de contenus alimentant la violence psychologique, physique et sexuelle et l'hypersexualisation des femmes et des filles¹³⁰.

76. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont fait observer que plusieurs organismes internationaux avaient recommandé à l'État bolivien de supprimer l'infraction d'atteinte sexuelle sur mineur et de modifier la définition pénale du viol afin que celle-ci repose sur l'absence de consentement, mais qu'aucun des projets de loi présentés en ce sens n'avait été adopté¹³¹.

Enfants

77. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé à l'État plurinational de prendre les mesures voulues pour que tous les enfants, quelle que soit l'identité de genre ou l'orientation sexuelle de leurs parents, soient enregistrés immédiatement après leur naissance et obtiennent un certificat de naissance officiel¹³².

78. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont constaté que la loi n° 548, ou Code de l'enfance et de l'adolescence, avait porté création du Bureau du Défenseur des enfants et des adolescents, mais que 24 municipalités ne disposaient pas de ce service et que dans 252 municipalités, celui-ci avait été fusionné avec le Service juridique intégral municipal¹³³.

79. Trois auteurs de communications ont recommandé à l'État d'abroger l'exception prévue par le Code de la famille et de la procédure familiale qui autorisait le mariage avant l'âge de 18 ans¹³⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont demandé à l'État d'agir de toute urgence pour prévenir les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés ainsi que d'informer sur les conséquences néfastes de ces pratiques¹³⁵.

80. L'organisation Broken Chalk a donné acte des mesures prises par l'État pour lutter contre le travail des enfants et a encouragé les autorités à poursuivre et à multiplier les inspections dans ce domaine afin de créer des conditions de travail plus sûres pour les enfants, sans faire augmenter le coût de l'emploi d'enfants en âge de travailler¹³⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé à l'État d'appliquer une politique publique multisectorielle visant à mettre fin au travail des enfants de moins de 14 ans¹³⁷.

81. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont demandé instamment à l'État d'approuver le projet de loi relatif aux mesures de protection globale et de réparation en

faveur des orphelins et orphelines de victimes de féminicide, présenté en 2024, qui prévoyait la prise en charge intégrale des enfants et des adolescents covictimes de féminicide ainsi que le financement de ce dispositif¹³⁸.

82. L'organisation CPTI-IFOR a souligné que le « service prémilitaire » de l'État plurinational de Bolivie, programme ouvert à tous jeunes de 17 ans sur la base du volontariat, permettait de suivre des cours d'alphabétisation, de formation et d'instruction militaire et que les personnes qui effectuaient ce service étaient considérées comme des membres des forces armées¹³⁹. Deux auteurs de communications ont recommandé à l'État de mettre fin à ce programme¹⁴⁰.

Personnes handicapées

83. L'organisation Broken Chalk a noté que dans l'État plurinational de Bolivie, le handicap était « invisibilisé » de différentes manières, notamment par le non-enregistrement à la naissance de personnes handicapées et par les lacunes dans les données. Elle a recommandé à l'État de s'attaquer aux préjugés culturels à l'endroit des personnes handicapées en menant des campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires, sur les lieux de travail et dans les espaces publics¹⁴¹.

84. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État plurinational de Bolivie de recenser le nombre de personnes handicapées vivant dans les zones rurales et urbaines ; de favoriser leur intégration sur le marché du travail ; de contrôler la bonne mise en application des actions positives ; et de reconnaître la langue des signes comme une langue nationale officielle¹⁴².

Peuples autochtones et minorités

85. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont constaté que l'État plurinational de Bolivie avait été le premier pays à transposer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans sa législation nationale et qu'il avait procédé à une requalification foncière de 23 % des terres du pays en terres communautaires autochtones, ou territoires autochtones originaires paysans¹⁴³. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont fait observer que, malgré la reconnaissance constitutionnelle des droits des peuples autochtones, le pays ne disposait ni du cadre institutionnel ni de l'indépendance judiciaire nécessaires à leur réalisation¹⁴⁴.

86. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont signalé l'autorisation d'activités pétrolières et extractives qui avaient pollué des zones protégées de territoires autochtones¹⁴⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont noté que les grandes exploitations minières de la région de l'Altiplano avaient des effets dévastateurs sur les populations autochtones, entraînant une raréfaction et une contamination des ressources en eau et forçant ces communautés à abandonner leurs terres¹⁴⁶.

87. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 ont indiqué que, dans bien des cas, les opérations minières se déroulaient sans consultation préalable des communautés concernées¹⁴⁷. Deux auteurs de communications ont donné acte du fait que la loi de 2014 sur les mines (loi n° 535) prévoyait la « consultation préalable aux activités minières », mais ont relevé des carences juridiques et l'absence de mise en application effective¹⁴⁸. Cinq auteurs de communications ont recommandé à l'État de garantir le droit des peuples autochtones à la consultation et au consentement préalable, libre et éclairé, conformément aux normes internationales¹⁴⁹.

88. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont souligné que l'accapement des terres autochtones et paysannes par des entreprises privées ou des organisations criminelles ainsi que l'utilisation abusive des terres à des fins d'activités informelles d'extraction de ressources portaient également atteinte au droit de ces communautés à la liberté religieuse, bafouant le caractère sacré de leurs territoires et de leur environnement¹⁵⁰.

Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes

89. Deux auteurs de communications ont indiqué que la loi de 2016 sur l'identité de genre (loi n° 807) permettait aux personnes transgenres de modifier leur prénom, la mention de leur

sexe et leur photo sur leurs pièces d'identité, mais que la Cour constitutionnelle plurinationale avait déterminé dans son arrêt n° 0076/2017 que cette démarche ne garantissait pas l'accès à tous les droits fondamentaux, tels que le droit au mariage, le droit à l'adoption, le droit à la confidentialité des modifications à l'état civil dans le cadre d'activités non mixtes et le droit à la participation à la vie politique¹⁵¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé à l'État de lever les obstacles juridiques empêchant la population LGBTQI+ d'exercer pleinement ses droits¹⁵².

90. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 ont fait observer qu'il n'existait pas de données sociodémographiques officielles sur la population LGBTI du pays¹⁵³. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont indiqué que cette population éprouvait des difficultés d'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à la justice en raison de la stigmatisation, des préjugés et de la désinformation dont elle faisait l'objet¹⁵⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 ont recommandé à l'État de veiller à ce que toutes les politiques et lois adoptées en matière de protection des femmes contre la violence fondée sur le genre bénéficient également aux femmes transgenres¹⁵⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont recommandé à l'État d'élaborer un nouveau plan pour les droits humains qui tiendrait compte des droits de la population transgenre¹⁵⁶.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

91. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à l'État de veiller à l'intégration des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés en leur apportant une aide humanitaire et en supprimant les obstacles qui entravaient leur accès aux politiques sociales¹⁵⁷.

Notes

¹ A/HRC/43/7; A/HRC/43/7/Add.1; and A/HRC/43/2.

² The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org (one asterisk denotes a national human rights institution with A status).

Civil society

Individual submissions:

ADF	Alliance Defending Freedom International (Switzerland);
Broken Chalk	Broken Chalk (The Netherlands);
Connection e.V.	Connection e.V. (Germany);
CPTI-IFOR	Conscience and Peace Tax International (Switzerland);
ECLJ	European Centre for Law and Justice (France);
HRF	Human Rights Foundation (United States of America);
JAI	Just Atonement Inc. (United States of America);
Ríos de Píe	Ríos de Píe (Estado Plurinacional de Bolivia);
TCC	The Carter Center (United States of America);
UNITAS	Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social (Estado Plurinacional de Bolivia).

Joint submissions:

JS1	Joint submission 1, submitted by: Cultural Survival (Estados Unidos de América), and Qhana Pukara Kurmi (Estado Plurinacional de Bolivia);
JS2	Joint submission 2, submitted by: Observatorio de Libertad Religiosa en América Latina – OLIRE (Países Bajos); International Institute for Religious Freedom – IIRF (Estados Unidos de América); Alianza Evangelica Mundial – WEA (Estados Unidos de América); Asociación de Evangélicos de Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia);
JS3	Joint submission 3, submitted by: Hombre Trans Diversos de Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); IGUAL (Estado Plurinacional de Bolivia); Raza & Igualdad (Estados Unidos de América);
JS4	Joint submission 4, submitted by: Alianza por los Derechos Humanos y el Medioambiente (Estado Plurinacional de Bolivia); Protection International (Bélgica); Frontline

JS5

Defenders (Ireland);

Joint submission 5, submitted by: Adelante Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza Libres Sin Violencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza Libres Sin Violencia – Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza por la Solidaridad (Estado Plurinacional de Bolivia); Articulación de Mujeres por la Equidad y la Igualdad – AMUPEI – Regional Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Nacional de Mujeres Afrodescendientes – ANDEMAD (Estado Plurinacional de Bolivia); Articulación Feminista Campaña 28 de septiembre (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Aguayo (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Colectivo Rebeldía (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Apoyo a Familiares Víctimas de Trata y Tráfico de Personas – ASFAVITTP (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Emprendedoras Resiliente de Pando – AMERP (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Emprendedoras Rurales de San José de Chiquitos – A.S.C. M.E.R.S.J.CH. (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Meretrices Organizadas – AMMOR (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Promotores de Salud en Área Rural – APROSAR ORURO (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Porteros Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Campaña 28 de septiembre Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Casa de la Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Capacitación e Investigación de la Mujer Campesina de Tarija – CCIMCAT (Estado Plurinacional de Bolivia); Central Campesina Filadelfia (Estado Plurinacional de Bolivia); Central de Mujeres Indígenas Guarayas – CEMIG (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Integral de Violencia de Género – UAJMS (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Juana Azurduy (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Jurídico Integral de la Mujer – CJIM (Estado Plurinacional de Bolivia); CIBERWARMIS (Estado Plurinacional de Bolivia); CLADEM Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo de Derechos Humanos EMPODERATE (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo feminista Las Lorenzas (Ecuador); Colectivo Urbano (Estado Plurinacional de Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos (Estado Plurinacional de Bolivia); Consorcio Boliviano de Juventudes – CONBOJUV (Estado Plurinacional de Bolivia); Consorcio Cuerpo y Ciudadanía Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora de la Mujer Beni – COOMUJER Beni (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora de la Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); DIAKONIA (Estado Plurinacional de Bolivia); ECO Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Empresa Municipal Aseo Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Equality Now (Estados Unidos de América); Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres – ECAM (Estado Plurinacional de Bolivia); Federación de Mujeres Juanas Azurduy (Estado Plurinacional de Bolivia); Foro AMUPEI “Comité Ejecutivo” Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Foro Político de Mujeres – Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación ENDA El Alto (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Internet Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Kallpa (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación La Paz para el Desarrollo y Participación (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Levántate Mujer – Regional Sartasim Kullakita (Estado Plurinacional de

Bolivia); Fundación Machaqa Amawta (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Mujeres en Comunidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Voces Libres (Estado Plurinacional de Bolivia); GSN – FENIX Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Interculturales 4 Cañadas (Estado Plurinacional de Bolivia); Investigación Social y Asesoramiento Legal Potosí – ISALP (Estado Plurinacional de Bolivia); Líderes con compromiso social – LICAS (Estado Plurinacional de Bolivia); Misión Internacional de Justicia – IJM (Estado Plurinacional de Bolivia); Mujeres en Acción (Estado Plurinacional de Bolivia); Nueva Esperanza ASPAHIDI (Estado Plurinacional de Bolivia); Observatorio de Derechos – Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Observatorio para la exigibilidad del derecho de las mujeres (Estado Plurinacional de Bolivia); Oficina Jurídica de Derechos Humanos (Estado Plurinacional de Bolivia); Oficina Jurídica para la Mujer – OJM (Estado Plurinacional de Bolivia); OMI San Juan de Chiquitos (Estado Plurinacional de Bolivia); OMIP-SJ Organización indígena San Javier (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG Huella y Futuro (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres “Adela Zamudio” (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Indígenas Ramoda – OMIR (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Indígenas Entre Ríos (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Indígenas Originarias Chiquitanas de Concepción – OMIOCHC (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Tibioca (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización TS Celulares Independiente (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Trabajadoras Nocturnas Bolivia – OTN – B (Estado Plurinacional de Bolivia); OXFAM Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma de Lucha contra la Violencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma de Mujeres por la Ciudadanía y Equidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotora Comunitaria Chuquisaca (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras Comunitarias de la Vida Sin Violencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras Comunitarias P.C.P.V.R.G. (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras Comunitarias Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras de Justicia DG (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Contra la Violencia a la Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Promotoras Comunitarias P.V.R.G. (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Mujeres y Minería – La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides – Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Universitaria Boliviana de Lucha Contra la Violencia a la Mujer – UTO (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL Bolivia departamental Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Boliviana de Mujeres Transformando la Economía – REMTE (Estado Plurinacional de Bolivia); Semillas Del Cambio – SEMCA (Estado Plurinacional de Bolivia); SIESAR (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación SIMP´ARISPA (Estado Plurinacional de Bolivia); Sindicato de Trabajadoras del Hogar – SITRAHO (Estado Plurinacional de Bolivia); Sindicato TRINIDAD – Trabajadoras Asalariadas del Hogar (Estado Plurinacional de Bolivia); Sociedad científica de estudiantes de Derecho USFX (Estado Plurinacional de Bolivia); TCO Turubo Este Comunidad “IPIAS” (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Yanapasiñani (Estado Plurinacional de Bolivia); **Joint submission 6, submitted by:** Asociación de Desarrollo Social y Promoción Cultural – ADESPROC – Libertad GLBT

JS6

JS7

(Estado Plurinacional de Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres – CLADEM Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo Wiñay Wara Dsg (Estado Plurinacional de Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Construir (Estado Plurinacional de Bolivia); Instituto de Terapia e Investigación Sobre las Secuelas de la Tortura y la Violencia de Estado – ITEI (Estado Plurinacional de Bolivia); Ipas Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Libertades Laicas Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG Igual (Estado Plurinacional de Bolivia); Progettomondo Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Sociedad Boliviana de Ciencias Forenses (Estado Plurinacional de Bolivia);

Joint submission 7, submitted by: Acción Social para el Desarrollo (Estado Plurinacional de Bolivia); Alba Y Omega (Estado Plurinacional de Bolivia); Amigos Solidaridad Contra el Abandono – ASCA (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Centro Juvenil para el Desarrollo Humanos (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Familias Adoptivas (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Jacha Uru (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación La Linterna (Estado Plurinacional de Bolivia); ASOCIO (Estado Plurinacional de Bolivia); ASONGs (Estado Plurinacional de Bolivia); Casa de la Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Investigación para el Desarrollo Socioeconómico – CEINDES (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Capacitación e Investigación de la Mujer Campesina de Tarija – CCIMCAT (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de estudios y apoyo al desarrollo laboral (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Servicios Agropecuarios Técnicos Chuquisaca – CESATC (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Educativo Cultural (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Investigación, Educación, Servicios – Santa Cruz – CIES (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Salud Reproductiva Salud Integral – Cochabamba – CIES (Estado Plurinacional de Bolivia); Ciudad Joven (Estado Plurinacional de Bolivia); Coalición Boliviana por los Derechos de niños, niñas y adolescentes (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo Urbano (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité Municipal Niña Niño Adolescente de Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité Municipal Niña Niño, Adolescente –Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité Niña Niña Adolescente – CNNA (Estado Plurinacional de Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos (Estado Plurinacional de Bolivia); Consejo Ciudadano de la persona con discapacidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Consejo Departamental de la Juventud Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Consejo Municipal de la Juventud (Estado Plurinacional de Bolivia); Consorcio Cuerpo y Cuidad Potosí – CISTAC (Estado Plurinacional de Bolivia); Cruz Roja Boliviana Filial Beni (Estado Plurinacional de Bolivia); Delegación Episcopal Educación – CEIL (Estado Plurinacional de Bolivia); Derechos en Acción (Estado Plurinacional de Bolivia); Distrito Scout Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); Estrella Del Sur (Estado Plurinacional de Bolivia); Familias Saludables – FAMISAL (Estado Plurinacional de Bolivia); Federación de Estudiantes de Secundaria – FES ORURO (Estado Plurinacional de Bolivia); Federación de Estudiantes de Secundaria de Pando – FES PANDO (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación ALALAY (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación

Alquimia (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Ivi Maraei “Tierra sin mal” (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Levántate Mujer – Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Levántate Mujer Sayariy Warmi – Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Little Hand (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Marista de la Solidaridad Internacional (Italia); Fundación Munasim Kullakita (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Muy Waso (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación una Brisa de Esperanza – FUBE (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Voces Libres (Estado Plurinacional de Bolivia); Grupo de trabajo en masculinidades – GTM (Estado Plurinacional de Bolivia); INFANTE – Promoción Integral de la Mujer y la Infancia (Estado Plurinacional de Bolivia); Jóvenes Buscando Oportunidades Diferentes – RED JUBOD (Estado Plurinacional de Bolivia); Jóvenes sin Límites dejando Huellas San Ramón – J.S.L.D.H. (Estado Plurinacional de Bolivia); Jóvenes Unidos Crearemos Sueños y Oportunidades – J.U.C.S.O. (Estado Plurinacional de Bolivia); Juventud unida buscando ser escuchada – JUBE (Estado Plurinacional de Bolivia); La Linterna – Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Mama Canguro (Estado Plurinacional de Bolivia); Misión Internacional de Justicia – IJM (Estado Plurinacional de Bolivia); Observatorio de Justicia Voces Libres (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG Realidades (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización Vivir Juntos (Estado Plurinacional de Bolivia); ORNAT’s (Estado Plurinacional de Bolivia); Plan Internacional (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma Boliviana de Adolescentes y Jóvenes por los Derechos Sexuales y Derechos Reproductivos (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma de Investigación y formación especializada (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma PEA Beni (Estado Plurinacional de Bolivia); Progettomondo Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Programa Nino Niña Adolescente Buen Pastor (Estado Plurinacional de Bolivia); PSINERGIA (Estado Plurinacional de Bolivia); Punto Joven (Estado Plurinacional de Bolivia); Red De Adolescentes Preparados y Luchando Por La Igualdad De Género – RED RAP-ALIG (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Adolescentes y Jóvenes Atrévete (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Jóvenes el TORNO (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Líderes de Calamarca – RELCA (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Lideres por la Democracia y el Desarrollo (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Líderes y Lideresas de Sica Sica – RELSI (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Lideres y Lideresas TÚ DECIDES POTOSÍ (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Juventud Unida de Patacamaya (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Líderes y Lideresas TU DECIDES (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Niños Niñas Adolescentes Trabajadores – LINIATS (Estado Plurinacional de Bolivia); Red – Poder Juvenil Transformando el Mundo – P.J.T.M (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides – Regional Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides – Regional Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Red TU DECIDES – El Alto (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides Riberalta (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Viva – LIVISE (Estado Plurinacional de Bolivia); Save the Children (Estado Plurinacional de Bolivia); Scouts Junín (Estado Plurinacional de Bolivia); Siembra Juventud Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Sociedad

- San José (Estado Plurinacional de Bolivia); Wayna Ajayu (Estado Plurinacional de Bolivia); Wiñay Pacha – Tiempo de Crecer (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS8 **Joint submission 8, submitted by:** Asociación de Desarrollo Social y Promoción Cultural – ADESPROC Libertad (Estado Plurinacional de Bolivia); Asamblea de Jóvenes Diversos (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Adultos Mayores LGBTI – Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Adultos Mayores LGBTI – CBBA (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Trans – BENI (Estado Plurinacional de Bolivia); ASOTRANS (Estado Plurinacional de Bolivia); Casa TRANS (Estado Plurinacional de Bolivia); Chicas Les Unidas Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo DSG – Trinidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo DSG Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo DSG San Joaquín (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo GLBT del Sur (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TGLB Trinidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB Redbol (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB-SC (Estado Plurinacional de Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité de poblaciones Claves (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora LGBTIQ de Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Divergencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Igualdad LGBT (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Manodiversa (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación REDVIHDA (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo G-MEND (Estado Plurinacional de Bolivia); Grupo de trabajo en Masculinidades – Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Hombres Trans Diversos Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Hombres Trans Diversos La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); Juventudes TLGB (Estado Plurinacional de Bolivia); L.B. Sayariy (Estado Plurinacional de Bolivia); LESVOZ Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Metamorfosis (Estado Plurinacional de Bolivia); Movimiento de las Diversidades Sexuales (Estado Plurinacional de Bolivia); Movimiento Trans Feminista (Estado Plurinacional de Bolivia); Mujeres Trans Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); NG J.U.P.I.A.S. (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG Igual (Estado Plurinacional de Bolivia); OTRAF Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Población de Mujeres Trans de SC (Estado Plurinacional de Bolivia); Población de Mujeres Trans SC FACE (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de hombres Gay y Bisexuales Positivos de Bolivia – RED HGB+; Red Nacional de Personas Viviendo con VIH y SIDA Bolivia – REDBOL (Estado Plurinacional de Bolivia); Red TU DECIDES La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL – Filial Chuquisaca (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL Tarija RedLac (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL Trinidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Trans Red de Bolivia – Regional Cochabamba Red TREBOL (Estado Plurinacional de Bolivia); Transversidades Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Vivo En Positivo (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS9 **Joint submission 9, submitted by:** Fundación InternetBolivia.org (Estado Plurinacional de Bolivia); Derechos Digitales (Chile);
- JS10 **Joint submission 10, submitted by:** Fundación Marista por la

JS11

Solidaridad Internacional – FMSI (Italia); Edmund Rice Internacional – ERI (Irlanda); Movimiento Franciscano Justicia, Paz e Integridad de la Creación (Estado Plurinacional de Bolivia); Justicia, Paz e Integridad de la Creación – Conferencia Boliviana de Religiosos – JPIC CBR (Estado Plurinacional de Bolivia); Defensa del Niño Internacional Bolivia – DNI (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Estado Plurinacional de Bolivia); Instituto de Investigación de la Facultad de Humanidades de la Universidad Autónoma Gabriel René Moreno – UAGRM (Estado Plurinacional de Bolivia); Carrera de Ciencias de la Educación de la Universidad Mayor de San Simón (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Ñañaope (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Apoyo a Familiares Víctimas de Trata y Tráfico de Personas – ASAFAVITTP (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Hombres Nuevos (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Jubileo (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Eclesial Pan-Amazónica – REPAM Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); **Joint submission 11, submitted by:** ABOMENAT – FEDEMETRA Medicina Tradicional (Estado Plurinacional de Bolivia); Acción Social para el Desarrollo (Estado Plurinacional de Bolivia); ACONTRAVIA (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Control Social – ACOVICRUZ (Estado Plurinacional de Bolivia); Adelante Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Desarrollo Social y Promoción Cultural Libertad – ADESPROC (Estado Plurinacional de Bolivia); ALBA Y OMEGA (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza Defensores de Derechos Humanos Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza Libres Sin Violencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza Libres Sin Violencia – Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza Libres Sin Violencia – Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Alianza por la Solidaridad (Estado Plurinacional de Bolivia); Alza tu voz para que nadie se quede atrás (Estado Plurinacional de Bolivia); Amigos Solidaridad Contra el Abandono – ASCA (Estado Plurinacional de Bolivia); Articulación de Mujeres por la Equidad y la Igualdad – AMUPEI Regional Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Nacional de Mujeres Afrodescendientes – ANDEMAD (Estado Plurinacional de Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos – APDH PD (Estado Plurinacional de Bolivia); Articulación Feminista Campaña 28 de septiembre (Estado Plurinacional de Bolivia); Asamblea de Jóvenes Diversos (Estado Plurinacional de Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos – Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Sordos de La Paz – ASORPAZ (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Aguayo (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Centro Juvenil para el Desarrollo Humano (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Colectivo Rebeldía (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Comunitaria Distrito 5 (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Adultos Mayores LGBTI – CBBA (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Adultos Mayores LGBTI – Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Apoyo a Familiares Víctimas de Trata y Tráfico de Personas – ASAFAVITTP (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Familias Adoptivas (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Emprendedoras Resiliente de Pando – AMERP (Estado

Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Emprendedoras Rurales de San José de Chiquitos – A.S.C. M.E.R.S.J.CH. (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Meretrices Organizadas – AMMOR (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Mujeres Trans – Beni (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de padres y familiares con Síndrome de Down (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de personas Ciegas el Acre (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Personas con Discapacidad – DIVERTAD (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Personas Trans de La Paz – ASOTRANS (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Porteros Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación de Promotores de Salud en Área Rural – APROSAR Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Jacha Uru (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación La Linterna (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Nacional de Periodistas de Bolivia – ANPB (Estado Plurinacional de Bolivia); ASOCIO (Estado Plurinacional de Bolivia); ASONGs (Estado Plurinacional de Bolivia); ASUNCAMI (Estado Plurinacional de Bolivia); Cambia Tu Mundo (Estado Plurinacional de Bolivia); Campaña 28 de septiembre Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Campaña Boliviana por el Derecho a la Educación – CBDE – La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); Campaña Boliviana por el Derecho a la Educación – CBDE – Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Capacitación y Derechos Ciudadanos – CDC (Estado Plurinacional de Bolivia); Casa De La Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Casa Trans (Estado Plurinacional de Bolivia); Católicas por el Derecho a Decidir – CDD (Estado Plurinacional de Bolivia); Central Campesina Filadelfia (Estado Plurinacional de Bolivia); Central de Mujeres Indígenas Guarayas – CEMIG (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Afro boliviano para el Desarrollo Integral y Comunitario – CADIC (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Capacitación e Investigación de la Mujer Campesina de Tarija – CCIMCAT (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Capacitación y Servicio para la Integración de la mujer – CECASEM (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Estudios y Apoyo al Desarrollo Laboral – CEADL (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Investigación para el Desarrollo Económico – CEINDES (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza – CPMGA (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Promoción y Salud Integral – CEPROSI (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Servicios Agropecuarios Técnicos Chuquisaca – CESATCH (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Educativo Cultural (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Integral de Violencia de Género – UAJMS (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Juana Azurduy (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro Jurídico Integral de la Mujer – CJIM (Estado Plurinacional de Bolivia); Chicas Les Unidas Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); CIBERWARMIS (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Investigación, Educación, Servicios – CIES – Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Salud Reproductiva Salud Integral – CIES – Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Ciudad Joven (Estado Plurinacional de Bolivia); Ciudadanía (Estado Plurinacional de Bolivia); CLADEM Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Club de Leones Yacuiba (Estado Plurinacional de Bolivia); Club

Planeta (Estado Plurinacional de Bolivia); Coalición Boliviana por los Derechos de Niñas, Niños y Adolescentes (Estado Plurinacional de Bolivia); CODEAMPO (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo de Derechos Humanos Empoderate (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo de Derechos Humanos Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo DSG – Trinidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo DSG Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo DSG San Joaquín (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo feminista Las Lorenzas (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo GLBT del Sur (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo Jenecheru (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo Plurales (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TGLB – Trinidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB / REDBOL (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo TLGB-SC (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo Urbano (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité de Poblaciones Claves (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité Ecológico Departamental de Chuquisaca (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité Municipal Niña, Niño Adolescente de Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité Municipal Niña, Niño, Adolescente –Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Comité Niño, Niña Adolescente – CNNA – Trinidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Comunidad de Derechos Humanos – CDH (Estado Plurinacional de Bolivia); CONAFRO (Estado Plurinacional de Bolivia); Consejo Ciudadano de la persona con discapacidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Consejo Departamental de la Juventud Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Consejo Municipal de Adulto Mayor Potosí – COMAMPO (Estado Plurinacional de Bolivia); Consejo Municipal de la Juventud (Estado Plurinacional de Bolivia); Consorcio Boliviano de Juventudes – CONBOJUV (Estado Plurinacional de Bolivia); Consorcio Cuerpo y Ciudadanía Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Consorcio Cuerpo y Cuidad Potosí – CISTAC (Estado Plurinacional de Bolivia); COOMUJER Beni (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora de la Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora LGBTIQ de Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Cruz Roja Boliviana Filial Beni (Estado Plurinacional de Bolivia); Delegación Episcopal Educación – CEIL (Estado Plurinacional de Bolivia); Departamento de Interacción Social de Medicina – DISMED (Estado Plurinacional de Bolivia); Derechos en Acción (Estado Plurinacional de Bolivia); DIAKONIA (Estado Plurinacional de Bolivia); Distrito Scout Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); ECO Comunicación (Estado Plurinacional de Bolivia); ECO Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Empresa Municipal Aseo Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Equality Now (Estado Plurinacional de Bolivia); Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres – ECAM (Estado Plurinacional de Bolivia); Estrella Del Sur (Estado Plurinacional de Bolivia); Familias Saludables – FAMISAL (Estado Plurinacional de Bolivia); Federación de Estudiantes de Secundaria – FES ORURO (Estado Plurinacional de Bolivia); Federación de Estudiantes de Secundaria de Pando – FES PANDO (Estado Plurinacional de Bolivia); Federación de Mujeres Juanas Azurduy (Estado Plurinacional de Bolivia); FEDJUVE representantes Distrito 5 (Estado Plurinacional de Bolivia);

FENACIEBO (Estado Plurinacional de Bolivia); FENATRAHOB (Estado Plurinacional de Bolivia); Foro AMUPEI “Comité Ejecutivo” Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Foro Político de Mujeres – Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); FRATER (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación ALALAY (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Alquimia (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación CONSTRUIR (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Divergencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación ENDA El Alto (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Esperanza Desarrollo y Dignidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Habitat Verde (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Igualdad LGBT (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Internet Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Ivi Maracé “Tierra sin mal” (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Kallpa (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación La Paz para el Desarrollo y Participación (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Levántate Mujer – Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Levántate Mujer – Regional Sartasim Kullakita (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Levántate Mujer Sayariy Warmi – Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Little Hand (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Machaqá Amawta (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Manodiversa (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Marista de la Solidaridad Internacional (Italia); Fundación Microjusticia Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Mujeres en Comunidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Munasim Kullakita (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Muy Waso (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación REDVIHDA (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación una Brisa de Esperanza – FUBE (Estado Plurinacional de Bolivia); Fundación Voces Libres (Estado Plurinacional de Bolivia); G. MEND (Estado Plurinacional de Bolivia); Grupo de trabajo en Masculinidades – COCHABAMBA (Estado Plurinacional de Bolivia); Grupo de trabajo en masculinidades (GTM) (Estado Plurinacional de Bolivia); GSN – FENIX Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Hombres de Paz – FVL (Estado Plurinacional de Bolivia); Hombres Trans Diversos Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Hombres Trans Diversos La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); INFANTE (Estado Plurinacional de Bolivia); Instituto de Terapia e Investigación – ITEI (Estado Plurinacional de Bolivia); Instituto para el Desarrollo Humano (Estado Plurinacional de Bolivia); Interculturales 4 Cañadas (Estado Plurinacional de Bolivia); Investigación Social y Asesoramiento Legal Potosí – ISALP (Estado Plurinacional de Bolivia); IPAS Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Jóvenes Buscando Oportunidades Diferentes – RED JUBOD (Estado Plurinacional de Bolivia); Jóvenes sin Límites Dejando Huellas San Ramón J.S.L.D.H. (Estado Plurinacional de Bolivia); Jóvenes Unidos Crearemos Sueños y Oportunidades J.U.C.S.O. (Estado Plurinacional de Bolivia); Juventud unida buscando ser escuchada – JUBE (Estado Plurinacional de Bolivia); Junta de Participación y Control Social (Estado Plurinacional de Bolivia); Juventudes TLGB (Estado Plurinacional de Bolivia); KAAIJAYU GYBN Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); L.B. Sayariy (Estado Plurinacional de Bolivia); La Linterna – Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); LESVOZ Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Levantemos Nuestras Voces (Estado Plurinacional de Bolivia); Libertades LAICAS

(Estado Plurinacional de Bolivia); Lideres con compromiso social – LICAS (Estado Plurinacional de Bolivia); Mama Canguro (Estado Plurinacional de Bolivia); Mano Diversa (Estado Plurinacional de Bolivia); Marie Stopes Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Metamorfosis Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Misión Internacional de Justicia – IJM (Estado Plurinacional de Bolivia); Movimiento de las Diversidades Sexuales (Estado Plurinacional de Bolivia); Movimiento Trans Feminista (Estado Plurinacional de Bolivia); Mujeres en Acción (Estado Plurinacional de Bolivia); Mujeres por la Amazonia de Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Mujeres Trans-Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); NG J.U.P.I.A.S. (Estado Plurinacional de Bolivia); Nueva Esperanza ASPAHIDI (Estado Plurinacional de Bolivia); Ñande Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); Observatorio de Derechos – Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Observatorio de Justicia Voces Libres (Estado Plurinacional de Bolivia); Observatorio para la Exigibilidad del Derecho de las Mujeres (Estado Plurinacional de Bolivia); Oficina Jurídica de Derechos Humanos (Estado Plurinacional de Bolivia); Oficina Jurídica para la Mujer – OJM (Estado Plurinacional de Bolivia); OMESPRO (Estado Plurinacional de Bolivia); OMI San Juan de Chiquitos (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización indígena San Javier – OMIP-SJ (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG Huella y Futuro (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG Igual (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG LIDER (Estado Plurinacional de Bolivia); ONG Realidades (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres “Adela Zamudio” (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Indígenas Ramoda – OMIR (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Indígenas Entre Ríos (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Indígenas Originarias Chiquitanas de Concepción – OMIOCHC (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización de Mujeres Tibioca (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización TS Celulares Independiente (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización Vivir Juntos (Estado Plurinacional de Bolivia); ORNAT’s (Estado Plurinacional de Bolivia); OTN – B (Estado Plurinacional de Bolivia); OTRAF Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); OXFAM Bolivia; Pastoral Carcelaria (Estado Plurinacional de Bolivia); Plan Internacional Bolivia; Plataforma Boliviana de Adolescentes y Jóvenes por los derechos sexuales y derechos reproductivos (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma de Investigación y formación especializada (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma de Lucha contra la Violencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma de Mujeres por la Ciudadanía y Equidad (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma PEA Beni (Estado Plurinacional de Bolivia); Población de Mujeres Trans de SC (Estado Plurinacional de Bolivia); Población de Mujeres Trans SC FACE (Estado Plurinacional de Bolivia); Profesionales Bolivianos al Servicio – PROBOS IJM (Estado Plurinacional de Bolivia); Progettomondo (Estado Plurinacional de Bolivia); Programa Niño Niña Adolescente Buen Pastor (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras Comunitarias Chuquisaca (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras Comunitarias de la Vida Sin Violencia (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras Comunitarias P.C.P.V.R.G. (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras Comunitarias Pando (Estado Plurinacional de Bolivia); Promotoras de Justicia DG (Estado Plurinacional de Bolivia); Psinergia (Estado Plurinacional de Bolivia); Punto Joven

(Estado Plurinacional de Bolivia); Radio Alternativa Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Red – Rap – Alig (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Chuxña Ajayu (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Contra la Violencia a la Mujer (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Adolescentes y Jóvenes Atrévete (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de hombres Gay y Bisexuales Positivos de Bolivia – RED HGB+ (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Jóvenes el Torno (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Líderes de Calamarca – RELCA (Estado Plurinacional de Bolivia); (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Líderes por la Democracia y el Desarrollo (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Líderes y Lideresas de Sica Sica – RELSI (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Líderes y Lideresas Tú Decides Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Mujeres Activistas Tdad R.M.A.T (Estado Plurinacional de Bolivia); RED HABITAT (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Juvenil de Economía Circular (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Juventud Unida de Patacamaya (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Líderes Tu Decides (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Mujeres y Minería – La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Mujeres y Minería – Reg. Oruro (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Personas viviendo con VIH y SIDA Bolivia – REDBOL (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Nacional de Promotoras Comunitarias P.V.R.G. (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Niños Niñas Adolescentes Trabajadores – LINIATS (Estado Plurinacional de Bolivia); Red – Poder Juvenil Transformando el Mundo – P.J.T.M (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides – Regional ORURO (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides – Regional Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides – Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides El Alto (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides La Paz (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides Riberalta (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Tú Decides Sucre (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Universitaria Boliviana de Lucha Contra la Violencia a la Mujer – UTO (Estado Plurinacional de Bolivia); RED VIVA – LIVISE (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL – Filial Chuquisaca (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL departamental Potosí (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL Tarija RedLac (Estado Plurinacional de Bolivia); REDBOL Trinidad (Estado Plurinacional de Bolivia); REMTE (Red Boliviana de Mujeres Transformando la Economía) (Estado Plurinacional de Bolivia); RENACC – Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); Salvaginas Colectiva Ecofeminista (Estado Plurinacional de Bolivia); Save the Children (Estado Plurinacional de Bolivia); Scouts Junín (Estado Plurinacional de Bolivia); Semilla del Cambio (Estado Plurinacional de Bolivia); Semillas Del Cambio – SEMCA – Cochabamba (Estado Plurinacional de Bolivia); Siembra Juventud Tarija (Estado Plurinacional de Bolivia); SIESAR (Estado Plurinacional de Bolivia); SIMP'ARISPA (Estado Plurinacional de Bolivia); Sindicato de Trabajadoras del Hogar – SITRAHO (Estado Plurinacional de Bolivia); Sindicato TRINIDAD – Trabajadoras Asalariadas del Hogar (Estado Plurinacional de Bolivia); Sociedad científica de estudiantes de Derecho USFX (Estado Plurinacional de Bolivia); Sociedad San José (Estado Plurinacional de Bolivia); Turubo Este Comunidad – TCO IPIAS (Estado Plurinacional de Bolivia); Trans-Red de Bolivia Regional Cochabamba – Red TREBOL (Estado

- Plurinacional de Bolivia); Transversidades Bolivia (Estado Plurinacional de Bolivia); U.E. Aniceto Arce Nocturno (Estado Plurinacional de Bolivia); UNITAS (Estado Plurinacional de Bolivia); Veeduría Ciudadana de los Derechos Humanos Santa Cruz (Estado Plurinacional de Bolivia); Vivo En Positivo (Estado Plurinacional de Bolivia); Wayna Ajayu (Estado Plurinacional de Bolivia); Wiñay Pacha (Tiempo de Crecer) (Estado Plurinacional de Bolivia); Yanapasiñani (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS12 **Joint submission 12, submitted by:** Fundación Manodiversa (Estado Plurinacional de Bolivia); The Power LGBTI (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Trans de Bolivia – Trebol (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS13 **Joint submission 13, submitted by:** ONG Igual (Estado Plurinacional de Bolivia); Red de Litigantes LGBTI de Las Americas (Colombia); Iniciativas por los Derechos Sexuales (Switzerland);
- JS14 **Joint submission 14, submitted by:** Red Feminista de Juventudes de Bolivia – RedJuFem (Estado Plurinacional de Bolivia); Asociación Colectivo Rebeldía – CR (Estado Plurinacional de Bolivia); Articulación Feminista Campaña 28 de Septiembre por la Despenalización del Aborto en Bolivia – AF C-28 (Estado Plurinacional de Bolivia); Plataforma de Lucha Contra la Violencia hacia las Mujeres – PLCV (Estado Plurinacional de Bolivia); Organización Regional de Mujeres Indígenas Chiquitanas – ORMICH (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS15 **Joint submission 15, submitted by:** Asociación Civil de Desarrollo Social y Promoción Cultural Libertad – ADESPROC (Estado Plurinacional de Bolivia); Red Sin Violencia LGBTI (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS16 **Joint submission 16, submitted by:** Alianza por los Derechos Humanos y el Medioambiente – ADHMA (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora Nacional de Defensa de los Territorios Indígenas Originarios Campesinos y Áreas Protegidas – CONTIOCAP (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS17 **Joint submission 17, submitted by:** Alianza por los Derechos Humanos y el Medioambiente – ADHMA (Estado Plurinacional de Bolivia); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de La Paz – APDH LP (Estado Plurinacional de Bolivia); Mancomunidad de Comunidades Indígenas de los Ríos Beni, Tuichi y Quiquibey (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS18 **Joint submission 18, submitted by:** Alianza por los Derechos Humanos y el Medioambiente – ADHMA (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora Nacional de Defensa de los Territorios Indígenas Originarios Campesinos y Áreas Protegidas – CONTIOCAP (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Estado Plurinacional de Bolivia); Colectivo Salvaginas (Estado Plurinacional de Bolivia);
- JS19 **Joint submission 19, submitted by:** Alianza por los Derechos Humanos y el Medioambiente – ADHMA (Estado Plurinacional de Bolivia); Coordinadora Nacional de Defensa de los Territorios Indígenas Originarios Campesinos y Áreas Protegidas – CONTIOCAP (Estado Plurinacional de Bolivia); Centro de Documentación e Información Bolivia – CEDIB (Estado Plurinacional de Bolivia); Productividad Biosfera Medio Ambiente – PROBIOMA (Estado Plurinacional de Bolivia).

National human rights institution:

DPB

Defensoría del Pueblo del Estado Plurinacional de Bolivia
(Estado Plurinacional de Bolivia).*Regional intergovernmental organization(s):*

CIDH

Comisión Interamericana de Derechos Humanos (Estados
Unidos de América).

- ³ DPB, pp. 4 and 6.
⁴ DPB, p. 7.
⁵ DPB, p. 5.
⁶ DPB, p. 7.
⁷ DPB, p. 5.
⁸ DPB, pp. 1–2 and 5.
⁹ DBP, pp. 1 and 2.
¹⁰ DBP, p. 2.
¹¹ DPB, p. 4.
¹² DBP, p. 3.
¹³ DPB, pp. 3–4.
¹⁴ DPB, pp. 4 and 6.
¹⁵ TCC, p.3; JS9, p. 3; and JS10, p. 4. See also JS11, p. 1; and JS12, p. 1.
¹⁶ JS4, p. 4.
¹⁷ JS5, p. 1. See also JS7, p. 1.
¹⁸ CPTI-IFOR, p. 5.
¹⁹ JS16, p. 3.
²⁰ JS13, p. 3.
²¹ JS5, p. 1; JS11, p. 1; and JS13, p. 3.
²² JS6, p. 8.
²³ JS9, p. 12.
²⁴ JS11, p. 1. See also JS9, p. 16.
²⁵ JS11, p. 2. See also TCC, pp. 6–7.
²⁶ JS5, p. 2.
²⁷ JS18, p. 3.
²⁸ TCC, p. 6. See also JS8, p. 1; JS11, p.15; and JS12, p. 3.
²⁹ JS3, p. 7; JS8, p. 3; JS11, p.16; JS12, p.10; and JS13, p. 6. See also JS15, p. 7.
³⁰ JS11, p. 4.
³¹ JS6, p. 5. See also JS11, p. 5.
³² HRF, pp. 3–6; and 12–16.
³³ JS6, pp. 6 and 7. See also JS11, p. 4.
³⁴ JS6, p. 9.
³⁵ JS6, p. 9.
³⁶ JS11, p. 4. See also JS6, p. 10.
³⁷ JS11, p. 4.
³⁸ JS6, p. 11.
³⁹ CIDH, p.3. See also JS16, pp. 5 and 19; Ríos de Píe, pp. 2–4; and HRF, p. 11.
⁴⁰ JS16, p. 5.
⁴¹ JS16, pp. 5–9; and HRF, pp. 7–8. See also JS11, p. 3; and Ríos de Píe, p. 2.
⁴² JS16, pp. 9 and 10. See also HRF, pp. 7–8 and Ríos de Píe, p. 2.
⁴³ JS11, pp. 3 and 4. See also JS16, pp. 11 and 12.
⁴⁴ JS7, p. 5; JS16, pp. 19–20; and Ríos de Píe, p. 12. See also CIDH, pp. 5–6.
⁴⁵ CIDH, p.3.
⁴⁶ JS15, pp. 5 and 6. See also JS3, p. 7; JS6, p. 14; JS8, pp. 4–6; and JS13, p. 6.
⁴⁷ JS8, p. 6.
⁴⁸ JS11, p. 6.
⁴⁹ JS4, pp. 21 and 22.
⁵⁰ UNITAS, p.4.
⁵¹ HRF, p. 11–12. See also UNITAS, pp. 2 and 3.
⁵² JS4, pp.4 and 20.
⁵³ JS1, pp. 8–10. See also JS4, pp.10–11 and 15–16.
⁵⁴ JS11, p. 8.
⁵⁵ JS4, p. 22; JS11, p. 8; Ríos de Píe, p. 12. See also JS13, p. 7; and UNITAS, pp. 5–6.
⁵⁶ JS2, p. 9–11.
⁵⁷ TCC, pp. 4 and 5. See also UNITAS, pp. 2 and 3.
⁵⁸ JS9, p. 15, and JS11, p. 6.
⁵⁹ JS16, p. 20. See also JS11, p. 8.

- ⁶⁰ TCC, p.5.
- ⁶¹ JS9, pp. 15 and 16.
- ⁶² JS6, p. 4; and JS9, p. 2.
- ⁶³ TCC, p. 5.
- ⁶⁴ JS5, pp. 14 and 15. See also TCC, pp. 5 and 6.
- ⁶⁵ JS3, p. 8; and JS13, p. 7.
- ⁶⁶ CPTI-IFOR, p. 1. See also Connection e.V, p. 7.
- ⁶⁷ CPTI-IFOR, pp. 1 and 3; and JS2, pp. 6–7. See also Connection, p. 4.
- ⁶⁸ Connection e.V, p. 6. See also JS2, p. 11; and CPTI-IFOR, p. 6.
- ⁶⁹ JS9, pp. 12, 13 and 14–15.
- ⁷⁰ JS3, p. 12; JS8, p. 7; JS11, p. 16; and JS13, p. 9. See also JS12, p.7.
- ⁷¹ JS3, pp. 9–10.
- ⁷² JS11, p.16. See also JS12, p. 9; JS13, p. 10; and JS15, p. 7.
- ⁷³ JS8, p. 4; and JS13, p. 10. See also JS3, p. 12.; JS12, p. 9; and JS15, p. 7.
- ⁷⁴ JS5, p. 5.
- ⁷⁵ JS7, p. 7. See also JS11, p. 7.
- ⁷⁶ JS11, p. 7.
- ⁷⁷ JS7, p. 7.
- ⁷⁸ ECLJ, pp. 4 and 5. See also JS7, pp. 7 and 8.
- ⁷⁹ Broken Chalk, p. 8.
- ⁸⁰ JS5, p.4.
- ⁸¹ JS11, p. 9.
- ⁸² JS11, p. 9.
- ⁸³ JS5, p. 4.
- ⁸⁴ JS10, p. 8.
- ⁸⁵ JS8, p. 11. See also JS12, p. 5.
- ⁸⁶ JS5, pp. 4 and 5.
- ⁸⁷ JS11, p. 11.
- ⁸⁸ CIDH, p. 5.
- ⁸⁹ JS11, p. 11.
- ⁹⁰ JS11, p. 11.
- ⁹¹ JS7, p. 10.
- ⁹² JS11, p. 11.
- ⁹³ JAI, pp. 2 and 7.
- ⁹⁴ JS17, pp. 13–14; and JS18, pp. 8–13.
- ⁹⁵ JS5, p. 14; JS7, pp. 8 and 10; and JS14, pp. 1, 3 and 4. See also JS3, pp. 12 and 13; JS12, pp. 9 and 10; and JS13, p. 12.
- ⁹⁶ JS5, p. 12.
- ⁹⁷ JS7, p. 10.
- ⁹⁸ JS11, p.10.
- ⁹⁹ JS5, pp. 11 and 12; and JS11, p.10.
- ¹⁰⁰ JS5, p. 12.
- ¹⁰¹ JS11, pp.10 and 11. See also JS6, p. 12; and JS14, p. 4.
- ¹⁰² JS14, p. 5. See also JS12, p. 9.
- ¹⁰³ JS5, p. 13. See also JS7, pp. 9 and 10, and JS12, p.10; and JS14, p. 7.
- ¹⁰⁴ ECLJ, pp. 2, 3–4 and 5.
- ¹⁰⁵ JS13, pp. 9 and 12; and JS3, pp. 12 and 13.
- ¹⁰⁶ JS13, p. 12.
- ¹⁰⁷ JS8, p. 11.
- ¹⁰⁸ Broken Chalk, pp. 4 and 7–8.
- ¹⁰⁹ JS11, p. 10.
- ¹¹⁰ JS10, p. 6.
- ¹¹¹ ADF, pp. 3–4.
- ¹¹² JS5, p. 14; and JS14, p. 9. See also JS11, p. 10.
- ¹¹³ JS11, p.15. See also Broken Chalk, p. 5.
- ¹¹⁴ JS7, pp. 2, 5–6.
- ¹¹⁵ JS13, p. 13.
- ¹¹⁶ JS2, p. 11. See also ADF, pp. 3–4.
- ¹¹⁷ JAI, pp. 1–6 and 7.
- ¹¹⁸ JS19, pp. 3, 5–6 and 10–12.
- ¹¹⁹ Ríos de Píe, pp. 4 and 8.
- ¹²⁰ JS11, p. 3.
- ¹²¹ CIDH, p. 6.

-
- ¹²² JS18, pp. 18 and 19.
¹²³ JS17, pp. 3–5, 7 and 8.
¹²⁴ JS18, p. 18; and JS11, p. 13. See also JS17, pp. 15–16.
¹²⁵ JS11, p. 14. See also CIDH, p. 3.
¹²⁶ JS5, pp. 2–3. See also JS11, p. 14.
¹²⁷ JS5, pp. 5, 8 and 9. See also JS6, p. 13; JS7, pp. 5 and 6; JS9, p. 15; JS10, p. 9; and JS11, p. 14.
¹²⁸ JS9, p. 15. See also JS5, p. 11; and JS10, p. 9.
¹²⁹ JS9, p. 15.
¹³⁰ JS10, p. 9.
¹³¹ JS7, p. 3.
¹³² JS8, p. 3. See also JS13, p. 11.
¹³³ JS7, p. 2.
¹³⁴ JS6, p. 13; JS7, p. 6; and JS14, p. 9.
¹³⁵ JS6, p. 13. See also JS5, p. 12; and JS7, p. 6
¹³⁶ Broken Chalk, pp. 7 and 8.
¹³⁷ JS7, pp. 12–13.
¹³⁸ JS5, pp. 5 and 9.
¹³⁹ CPTI-IFOR, p. 5. Connection e.V, p. 7.
¹⁴⁰ CPTI-IFOR, p. 6; and Connection e.V, p.6.
¹⁴¹ Broken Chalk, pp. 5–6 and 8.
¹⁴² JS11, pp. 15–16. See also Broken Chalk, p. 8.
¹⁴³ JS1, p. 3.
¹⁴⁴ JS10, p. 10.
¹⁴⁵ JS11, p. 13.
¹⁴⁶ JS1, pp. 2 and 5–8.
¹⁴⁷ JS18, pp. 16–17 and 18; and JS10, p. 10. See also JS1, pp. 3–4.
¹⁴⁸ JS18, p. 18.
¹⁴⁹ JS1, p. 12; JS2, p. 11; JS10, p. 11; JS11, p. 13; and JS17, p. 16.
¹⁵⁰ JS2, p. 4.
¹⁵¹ JS8, p. 2; and JS13, pp. 3 and 8–9. See also JS11, pp. 15–16.
¹⁵² JS8, p. 3.
¹⁵³ JS12, p. 3. See also JS3, p. 6; and JS8, pp. 6 and 7.
¹⁵⁴ JS13, p. 6.
¹⁵⁵ JS15, p. 7.
¹⁵⁶ JS3, p. 5.
¹⁵⁷ JS11, p.16.
-